

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 28, DIM 29, LUN 30 OCTOBRE 1978 - N°779

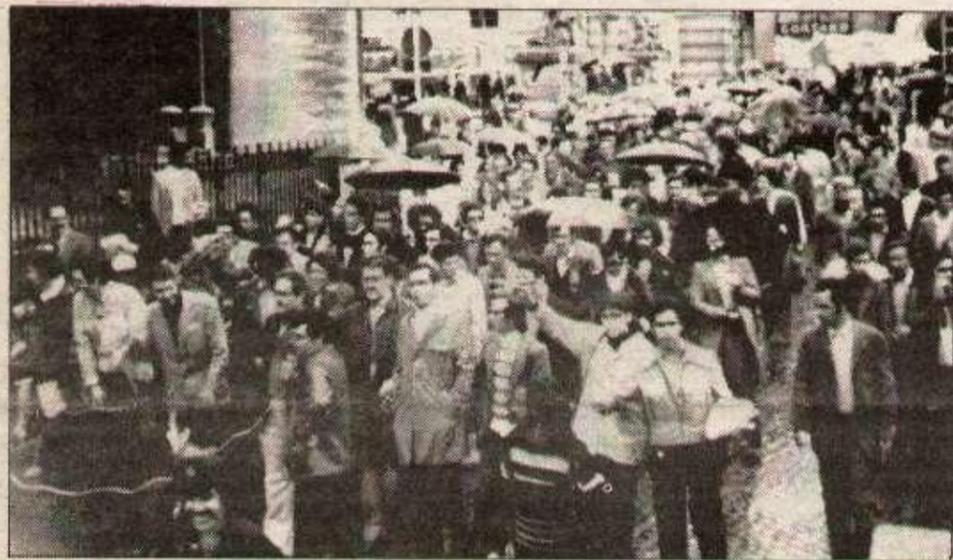
Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## LORRAINE

# la matraque et la riposte

- Raids policiers contre les foyers Sonacotra : manifestation samedi
- Richemont : mises à pied, délégués séquestrés, l'occupation continue



### TÉLÉVISION

La redevance augmente  
les personnels en grève  
contre la faillite

Lire en page 3

Metz, Florange : par deux fois, les flics sont venus expulser avec la dernière brutalité des résidents des foyers Sonacotra en grève. A Metz, agressant sauvagement la manifestation de riposte, ils envoyaient plusieurs personnes à l'hôpital. Ce samedi, une nouvelle riposte, plus forte que la précédente, leur montrera que les résidents des foyers n'ont pas l'intention de céder devant les nouvelles menaces de la Sonacotra.

Richemont. A la centrale thermique où 480 travailleurs sont en grève depuis quinze jours contre 200 licenciements, les Référés ont ordonné l'évacuation. Aussitôt, la direction, voulant interdire la libre circulation des délégués en a enfermé trois, jeudi, dans la salle de dispatching. Elle a fait barricader tous les accès des salles. Aujourd'hui, les mises à pied pleuvent. Une procédure de licenciement a été engagée contre 5 délégués CFDT. La grève continue, les grévistes occupent la salle des machines.

## EGOUTIERS (Clichy)

Encore  
un mort  
et 6 intoxiqués



Jeudi, 8 égoutiers, travaillant dans l'égout du Pont de Clichy, ont été pris dans une nappe de gaz. L'un d'entre eux est mort, deux autres ont été hospitalisés dans un état grave. Une profession où il y a en moyenne 7 morts par ans, sur 800 égoutiers !

Lire en page 8

Le Pellerin :  
grande marche  
contre  
la centrale

«Les populations qui ne veulent pas du nucléaire n'auront aucune centrale» avait dit Giscard. La région de Nantes avait pourtant largement prouvé qu'elle ne voulait pas de la centrale du Pellerin : 30 000 signatures à Nantes, 15 000 personnes au Pellerin en 77, des semaines de lutte à Cheix en Retz. Pourtant le Conseil d'Etat a donné un avis favorable.

Lire en page 5

Syrie - Irak :  
la réconciliation

La Syrie et l'Irak, deux régimes arabes longtemps rivaux, ont décidé de mettre sur pied un «haut comité politique commun». Il s'agit pour les deux pays de faire face à la menace des accords israélo-égyptien. Cet accord est un pas dans la préparation du sommet arabe qui se tiendra à Bagdad — sans l'Égypte — le 2 novembre.

Lire en page 8

Bezons  
«ville morte»

Lire en page 4

25 millions  
pour le QdP  
SAMEDI ET DIMANCHE  
vente  
massive du  
calendrier  
1979

# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## A propos des aspects économiques de la crise

A propos de la crise politique et de ses plus récents développements, une question revient souvent dans le débat : comment apprécier ce qu'il est convenu d'appeler la « crise économique » ou les « aspects économiques de la crise politique » ? La bourgeoisie (en la personne de Barre) ne maîtrise-t-elle pas mieux aujourd'hui cet ensemble de contradictions qui constituent la « crise économique » ? Après toute une période de « pilotage à vue », de réponse « au coup par coup » de la bourgeoisie, l'équipe Giscard-Barre ne met-elle pas aujourd'hui en œuvre une politique consciente, cohérente qui, à moyen terme, devrait, en tout état de cause, sortir l'économie française de l'ornière ? etc.

Une série d'éléments semble conforter en fait le bilan positif que la bourgeoisie fait elle-même de la gestion Giscard-Barre :

1 - La crise, pour l'essentiel « cyclique », après la « descente et le creux » est bien près d'atteindre sa « remontée » (la « sortie du tunnel » sur lequel Chirac s'est cassé le nez au 2<sup>e</sup> semestre 1976, serait cette fois pour la fin 1978, 1979).

2 - La stabilisation de la récession, de la production ; on peut même citer certains secteurs, dont l'indice de production a rattrapé le niveau de 1973, d'avant la crise...

3 - La tendance au rééquilibrage du commerce extérieur, la reprise des exportations, avec en fili-

grane la « digestion » plus facile et plus rapide que prévue, de la « facture pétrolière ». Le fait que les pressions du Tiers-Monde s'en trouvent d'autant atténuées, la meilleure tenue du franc sur le marché des changes alors que le dollar s'écroule, le DM s'enflamme, la lire italienne et la livre sterling n'en peuvent plus...

4 - Une certaine reconstitution, sinon des profits, du moins des marges d'auto-financement des capitalistes en 1977 et 1978 après toute une période de laminage du fait des renchérissements des produits énergétiques, des matières premières, des luttes des travailleurs, des liquidations des entreprises...

En bref, tous ces éléments permettraient alors de préciser que, en tout état de cause, l'impérialisme français aurait amélioré sa position dans la concurrence internationale, et ainsi dans le partage des marchés qui semblent se définir actuellement.

A mon avis, cette argumentation appelle plusieurs commentaires.

Rappelons d'abord qu'en 1974-1975, alors que le Parti forgeait son point de vue et parlait de crise politique, il s'est vu opposer le caractère purement économique de la crise. Le cours des événements lui a donné raison.

Cela dit, à propos du développement de cette crise, il faut voir les combinaisons de plusieurs éléments de différentes natures. Pour l'essentiel, on

peut les réunir sous deux titres :

- tout d'abord, une série d'éléments (stagnation de certains marchés, certaines surproductions, gonflement de stocks, surcapacité de production...) qui, rassemblés, donnent l'allure d'une crise cyclique avec ses effets déflationnistes : récession de la production, destruction de marchandises et de capital, licenciements... En fait, à l'examen, cette crise cyclique apparaît pour l'essentiel avant 1973, en 1969-1970, dans le monde capitaliste. La période où apparaît en force politique le Tiers-Monde (oct.-nov. 1973) précipite un peu les choses, creuse les écarts entre pays à degré de « faiblesse » différent.

- ensuite, toute une série de difficultés économiques : inadaptation des structures industrielles et nécessité de la restructuration, renversement des principaux courants d'échange dans lesquels la bourgeoisie française est insérée et nécessite du redéploiement qui trouvent leur origine profonde dans la situation particulière de faiblesse de l'impérialisme français dans le cadre de nouveaux rapports de force politique à l'échelle mondiale, depuis oct.-nov. 1973 : dans l'aggravation de la crise générale de l'impérialisme, l'impérialisme français occupe du fait de l'état de sa contradiction bourgeoisie-prolétariat, une place originale qui fait sa faiblesse, sa « sensibilité »,

à toute évolution à court ou à long terme des autres contradictions dans lesquelles il est impliqué et qui fait, enfin, l'étrécissement des marges de manœuvre de la bourgeoisie française.

La 1<sup>ère</sup> série de ces difficultés semble connaître une relative résolution. La 2<sup>e</sup> persistera et ne pourra être résolue du fait même de son origine profonde.

**A propos des rapports impérialisme français-Tiers-Monde**, de nouveaux éléments sont apparus : outre la digestion de la « facture pétrolière », les échanges avec nombre de pays africains et avec des pays comme le Nigéria, l'Irak ou la Libye se sont consolidés. Résultat positif du point de vue de la bourgeoisie. Mais ce redéploiement est très incomplet, concerne des pays déjà très endettés, et qui ne font pas partie des pays du Tiers-Monde « bénéficiaires » des hausses de oct.-nov. 1973.

Il s'agit des ventes de biens d'équipement. Mais ce succès se trouve limité par l'augmentation (très forte) des crédits commerciaux octroyés à ces clients... Ainsi, l'impérialisme français semble en fait avoir stabilisé sa situation par rapport au Tiers-Monde en ayant transformé sa « facture pétrolière » en un ensemble de créances sur certains pays, rééquilibrage en fait très précaire. De plus, il ap-

paraît que la lutte de libération économique des pays et peuples du Tiers-Monde se transforme. De nouvelles formes de lutte apparaissent : industrialisation et première transformation de leurs propres produits de base, concurrence visant directement de larges secteurs des économies impérialistes (textile, sidérurgie, chimie). Néanmoins, cette transformation fait l'objet de luttes internes au sein du troisième monde qui a pour conséquence secondaire (et monétaire) d'affaiblir la pression exercée depuis oct.-nov. 1973 sur l'impérialisme français.

**A propos des rapports de l'impérialisme français avec les autres impérialismes**, notamment les superpuissances : le fait que les États-Unis abandonnent certaines activités (Simca-Chrysler est l'exemple le plus retentissant) a un double aspect. La restructuration de l'économie américaine passe aussi par celle de ses rapports économiques internationaux, donc de ses capitaux investis à l'étranger d'abord ; ensuite ne s'agit-il pas là de la confirmation du caractère secondaire de l'impérialisme français dans la redéfinition en cours de l'ordre économique international. Sinon les États-Unis ne relâchent guère leurs exigences, que l'on considère le nucléaire, l'informatique, l'électronique, l'aéronautique...

Quant aux pressions du social-impérialisme qui

passent, rappelons-le, par l'Afrique, rien ne permet de dire quelles se sont relâchées. La reconduction dernièrement des accords commerciaux semblent plus indiquer le contraire, le recul de Giscard face aux dettes soviétiques.

Enfin, dans le cadre de la contradiction bourgeoisie-prolétariat, la reconstitution des marges de profits, entre autres indices internes est à mettre au compte du blocage des salaires dans le partage des gains de productivité. Or, à cet égard, l'intransigeance patronale est à mettre en rapport avec les divisions qui pèsent sur le mouvement de masse dans cette période. La reconstitution de la combativité ouvrière depuis les grèves de Renault mettra tôt ou tard cet acquis en cause, concurrentiellement avec les pressions accusées du Tiers-Monde et l'aggravation constante de la concurrence internationale...

En fait, tous ces éléments resitués dans le cadre même de leur origine permet de mieux les apprécier. Ils sont pour une grande part conjoncturels. **Aucun ne remet en cause la tendance profonde qui définit aujourd'hui la crise politique de l'impérialisme français.** Tout au plus, ils sont l'expression d'un « répit », d'une relative et momentanée stabilisation des positions (en recul) de l'impérialisme français.

J.B. Paris 19<sup>e</sup>

### ● Grogne des journalistes de L'Humanité ?

Si on en croit *Le Canard Enchaîné*, Séguy aurait tenu des propos aigre-doux contre ses collègues du Bureau politique du PCF, et ce, au cours d'une réunion organisée dans les locaux de L'Humanité. « Affabulations coutumières et délires anti-communistes » répond ladite Humanité, qui précise cependant les raisons de la présence de Séguy à L'Humanité : « Comme dans des milliers d'autres endroits en France, où se tiennent des réunions syndicales donnant lieu à des débats de travailleurs syndiqués et non syndiqués, préparatoires au 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT à une réunion de journalistes de L'Humanité ». En général, Séguy se déplace dans les entreprises en lutte, ou dans les sections « à problèmes ». La section CGT des journalistes de L'Humanité serait-elle concernée par un de ces deux cas ?

### Reims : après l'intervention policière

## Les éducateurs continuent la lutte

Le 29 juin dernier, l'école d'éducateurs de Reims, estimant que les problèmes financiers d'un travailleur social en formation étaient incompatibles avec la poursuite de sa formation, prend la décision arbitraire de le suspendre pendant un an. Depuis le 19 octobre 1978, les travailleurs sociaux en formation se sont mis en grève pour exiger la réintégration de leur camarade. Le mouvement, malgré les mesures d'intimidation de la direction, se prolonge avec le

soutien massif des professionnels de la région.

Le 25 octobre, devant le refus catégorique de la direction d'engager des négociations, l'Assemblée générale de 180 travailleurs sociaux en formation et professionnels, décide la séquestration du directeur.

Il est 18 h 15. A 21 h 15, alors que depuis le début du conflit, il n'était jamais intervenu, le président du Comité Régional de l'Enfance et de l'Adolescence

Inadaptées (CREAI) organisme gestionnaire de l'école, se présente aux grévistes et exige la libération du directeur. A 23 h, après cinq heures de séquestration, la brigade d'intervention policière, dirigée par le commissaire principal de la P.J. intervient et emmène le directeur et le président du CREAI. Une résistance passive est organisée par les élèves. Après trois semaines de tentatives infructueuses de négociation le casque et la matraque,

voilà l'unique réponse de la direction.

La lutte continue. A la suite de ces événements, l'Assemblée générale décide la reconduction de l'occupation de l'école et appelle tous les travailleurs sociaux en formation et professionnels du secteur à se rassembler vendredi 27 octobre à 9 heures, pour organiser la riposte.

Ecoles d'éducateurs, 8 rue Joliot-Curie, Croix-Rouge-Reims

# Le Quotidien du Peuple gravement menacé

## 25 MILLIONS D'ICI LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

Que ce samedi et ce dimanche de fin octobre soient un temps fort dans la bataille pour les 25 millions.

Onze mille francs mercredi, huit mille jeudi, neuf mille hier : le passage à huit pages de notre Quotidien, témoin de l'importance de ses difficultés matérielles, a révélé l'attachement de ses lecteurs.

Quatre mille seulement aujourd'hui : certes, la mobilisation continue. Mais

ce ralentissement, s'il devait se poursuivre, serait inquiétant. C'est au contraire, nous l'avons dit, un renforcement de l'action qui est nécessaire, par rapport à ce début de semaine. Ne l'oublions pas, c'est vingt-cinq millions qu'il nous faut atteindre. C'est la vie du journal qui est en jeu.

Nous l'avons déjà proposé hier : il faut faire de ce dernier week-end d'octobre un temps fort dans la collecte des sommes dont nous avons besoin. En particulier, il est un moyen simple et efficace dont nous appelons TOUS nos camarades, TOUS nos amis à se saisir à cette occasion : LA

### VENTE DU CALENDRIER 1979 DU QUOTIDIEN DU PEUPLE.

Quelques moments passés par chacun au porte à porte, et c'est à coup sûr plusieurs calendriers vendus. A dix francs minimum, c'est une somme considérable qui peut être collectée rapidement dans toute la France. La mesure est simple, l'organisation est facile. Nous sommes sûres qu'en lisant ces lignes, tous les amis du Quotidien se mettront immédiatement au travail, que ce samedi et ce dimanche enrayeront le tassement enregistré aujourd'hui, qu'un pas en avant important sera franchi vers notre objectif.

Tournus	
D.P.	150
Nice	
V. J.-P.	36
Chenove	
H.S.	500
Aix-en-Provence	
Un chômeur, pour la liberté de la presse	50
Ventes	50
Collecté par des camarades	450
Grenoble	
C. F.-N.	200
Gardanne	
Collecté à la Z.I. «Les Mille», pour le soutien du QdP à notre lutte en juin	70
Nanterre	
Des amis du journal	410
Châlons/Marne	
Un ouvrier	200
Un travailleur hospitalier	50
Un enseignant	500
Une employée	100
Laragne	

J.C.	100
Caen	
Collecté au CHU	203
Un chômeur	30
S.P.	20
R.P.	40
A. et J.-G.	110
Strasbourg	
Un ouvrier de General Motors	30
Collecté à G.M.	50

Collecté à Télé	100
Vente de livres	166
Un maître auxiliaire	300
Vente d'objets	120
Un ouvrier d'Istra	200
Total	4 285
Ancien total	66 363
Nouveau total	70 648

Les abonnements de soutien sont inclus dans cette souscription.

**Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse** ..... F.

Nom : .....

Adresse : .....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F  
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

### Budget de la télévision

## LE GOUFFRE A MILLIARD

### La redevance va encore augmenter

Les députés ont commencé jeudi à discuter du budget de la télévision. Il s'agit là d'un des débats traditionnellement les plus passionnés de la session budgétaire. Il l'est encore plus cette année, du fait de la série de grèves qui secoue actuellement les diverses sociétés de télévision. Tandis que la grève se poursuit à la SFP, les syndicats CFDT et CGT de Télédiffusion de France viennent de déposer un préavis de grève «pour une durée indéterminée» à partir du 31 octobre. Pour leur part, le syndicat unifié de radio et de télévision (SURT) CFDT et le syndicat national de radio et de télévision CGT ont lancé un mot d'ordre de grève pour le 2 novembre.

Les motifs de la grève ne sont pas les mêmes pour toutes les sociétés. Cependant, la désorganisation née de la réforme de l'ancienne ORTF, en 1974, pèse pour beaucoup dans les difficultés faites aux travailleurs des différentes sociétés. Le but essentiel de cette réforme était de rendre plus dynamique l'énorme machine qu'était l'ORTF. En fait, les sept sociétés créées sont devenues, elles aussi, d'énormes gouffres financiers, d'énormes appareils bureaucratiques dans lesquels la «création artistique», ou «l'information du téléspectateur», comptent bien peu. Il y a sept sociétés issues de l'ex-ORTF : quatre sociétés de program-

me, TF 1, A 2, FR 3, Radio France, deux établissements publics, Télédiffusion de France et l'Institut National de l'audiovisuel, et la Société Nationale de production. Les deux établissements publics tirent leur ressource des fonds de l'Etat.

La SFP est censée vivre sur ses propres fonds, et dégagé des bénéfices. En fait, 4 ans après sa création, elle accuse un déficit de 200 millions de francs !

Les sociétés de programme, elles, tirent leur ressource de deux côtés : d'un côté la fameuse redevance, et d'un autre côté la publicité. Les sommes ainsi maniées sont faramineuses, surtout si on les

compare à la pauvreté des spectacles proposés.

En 1979, le taux de la redevance va encore augmenter : pour les postes noirs et blancs, il sera porté à 207 francs, au lieu de 178.

Pour les postes couleurs 310 francs au lieu de 267 francs pour cette année. La somme ainsi dégagée s'élèvera à 3 887, 1 millions de francs, élevant les «charges» destinées au financement des frais de recouvrement, soit 205 millions de francs, il reste à se partager pour les quatre sociétés, la bagatelle de 3 682,1 millions de francs.

C'est FR 3, qui a la charge des émissions régionales, qui empoche la plus grosse partie de cette somme, près du tiers.

Deuxième source de financement : la publicité. Elle est en hausse constante. Cette année, TF 1 empoche du seul fait de la publicité 61 % du budget global de TF 1 produit des recettes publicitaires, ce qui suffit à situer la dépendance des chaînes de télévision envers les firmes privées.

### Les responsables agricoles chez Barre

## DES PROJETS DE LIQUIDATION

Ce jeudi, s'achevait à Paris la conférence annuelle agricole. Le Premier ministre a reçu les représentants des grandes organisations agricoles. Le point principal en discussion est celui de la loi d'orientation sur l'agriculture que doit déposer le gouvernement à l'Assemblée nationale à la session du printemps 1979.

Les positions gouvernementales sur le développement de l'agriculture tiennent en un thème simple : accroître la capacité concurrentielle de l'agriculture française pour lui permettre d'exporter. Ce qui implique une mécanisation plus poussée, tout en maintenant dans la limite du possible la structure familiale des exploitations.

Les projets gouvernementaux ne sont pas de nature à freiner l'exode rural (en 25 ans, un agriculteur sur deux a dû quitter la terre). Le plan gouvernemental tend à poursuivre la baisse de la production animale, déjà entamée ces dernières années, pour centrer l'effort sur les productions céréalières et betteravières, secteurs où la production

française est concurrentielle. Pour les autres secteurs, c'est la liquidation pure et simple qui est envisagée : il est prévu de réduire la superficie cultivable de 1/5 d'ici 1985 et de faire de régions entières des zones de friches et de poursuivre la plantation de sapins il est également question de créer de nouveaux parcs naturels.

Un des instruments que se donne le gouvernement dans la mise en œuvre de cette politique est le projet de fiscalisation du Crédit Agricole. Il est prévu d'im-

poser le Crédit Agricole selon les règles générales de l'impôt sur les sociétés. ce qui réduirait considérablement les prêts que pourrait consentir cet organisme. Aujourd'hui déjà, le Crédit Agricole n'octroie des prêts qu'aux paysans qui bénéficient des plans de développement, et décide ainsi de qui peut se développer, et de qui doit disparaître. La nouvelle législation projetée ne pourrait que renforcer encore cette tendance, en limitant encore plus strictement le nombre des bénéficiaires des prêts.

Les dernières déclarations de Giscard sur les problèmes agricoles (à l'émission «Questionnaire»). «Nous pouvons vendre notre production agricole. Nous la vendons dans de bonnes conditions. Il faut l'accroître. Nous pouvons progresser sur le plan technique et sur le plan de la commercialisation». «On croit que les Français sont incapables de s'adapter. Moi, je suis frappé par un exemple contraire : dans un secteur qui passait pour être le plus traditionnel de l'économie française : l'agriculture. En vingt ans, l'agriculture française a perdu un nombre considérable de personnes. Celles qui sont restées ont fait un effort exceptionnel de transformation et de production à la fois technique et d'équipement, et à l'heure actuelle, nous avons une agriculture compétitive. Et si vous proposiez aujourd'hui aux agriculteurs de reprendre les structures d'il y a vingt ans, personne n'accepterait».

# NANTERRE : LA MUNICIPALITE NE TIENT PAS SES ENGAGEMENTS

«La municipalité ne tient pas ses engagements» ! C'est en ces termes que le syndicat CGT des communaux de Nanterre s'est adressé à nouveau aux travailleurs de la localité. Ce qu'exige le personnel communal, c'est l'application intégrale et dans l'intérêt des travailleurs, de l'arrêté ministériel de septembre 1977 permettant le reclassement des communaux OP 2 6<sup>e</sup> échelon en maître-ouvrier. S'il est vrai que cet arrêté donne la possibilité aux

Pour ceux qui croyaient que seules les municipalités de droite utiliseraient ce texte à des fins de divisions, la surprise a été plutôt rude face à l'attitude du bureau municipal PCF de Nanterre.

Les ouvriers communaux entrés en grève au moins de juin se heurtèrent à l'intransigeance de ces soi-disant représentants des travailleurs, plus préoccupés de faire voter 12 % d'augmentation des impôts locaux que de satisfaire les revendications du personnel communal. Durant tout le conflit, le bureau municipal est resté sur sa position initiale, n'acceptant le passage que de 22 OP2 sur 44 à maître-ouvrier. Tous les moyens ont été utilisés à cet effet : le refus d'indemniser les journées de

grève soit une perte d'au moins 1 500 F sur le salaire pour chaque travailleur en lutte ; le dénigrement de cette grève auprès de la population. Le procès-verbal d'une réunion du bureau municipal ira même jusqu'à parler d'utilisation abusive des heures d'information syndicale.

Après 23 jours de grève, les ouvriers communaux étaient contraints de reprendre le travail sur la base de quelques vagues promesses de négociations (d'ici le 30 septembre au plus tard) et à la suite de multiples pressions sur la CGT. Mais, si par ces manœuvres, le bureau municipal a cru enterrer les revendications des ouvriers communaux de Nanterre, il en est pour ses frais car la détermination des travail-

municipalités d'effectuer cette promotion, il n'en fait nullement obligation. Le gouvernement, contraint de céder sur cette revendication, n'en laissait pas moins les moyens aux municipalités de pouvoir l'utiliser pour pouvoir diviser les travailleurs entre eux et en minimiser la portée : certains pourraient l'avoir et d'autres pas, alors qu'ils feraient le même travail et auraient acquis la même ancienneté.

leurs reste intacte. Les raisons du conflit sont en fin de compte bien plus profondes car elles attestent, comme on a pu le constater dans d'autres municipalités de la région parisienne ces derniers mois d'une cassure des rapports qui avaient pu prévaloir entre une partie du personnel communal et les municipalités de gauche avant les élections législatives, sanctionnant ainsi l'échec du PCF. De nombreux ouvriers communaux ont commencé à entrevoir le réel visage de ce parti. Les interrogations ainsi suscitées trouvent un écho jusque dans les rangs de la section PCF de Nanterre et dans la CGT. Ainsi, la *Vie Ouvrière* du 16 octobre n'a pu passer sous silence la lettre d'un syndicaliste qui indique notamment : «Que,

*penser du fait que suite à un débrayage de solidarité avec leurs camarades en lutte le 20 juin au matin (journée d'action nationale) notre municipalité reniant un acquis de 1968, ait sanctionné péuniairement les communaux solidaires... doit-on accepter la remise en cause des acquis ? Parce que notre municipalité est démocratique, doit-on se taire ? Doit-on subir sans rien dire ? En un mot, nous aimerions savoir quel doit être le rôle d'un syndicat CGT dans une municipalité d'union démocratique.* Alors que le débat et les interrogations se développent, une idée fait aussi son chemin : il va falloir repartir en grève.

Correspondant Nanterre

# BEZONS : JOURNEE «VILLE MORTE» JEUDI CONTRE LE CHOMAGE

«35 000 emplois, 15 usines disparues depuis 10 ans... Et demain ?» Ces quelques chiffres terriblement accusateurs, recouvraient, jeudi, les murs de toutes les rues de la ville de Bezons, dans la banlieue parisienne. Des milliers d'affiches avaient

Bezons, petite ville de la grande banlieue ouest de Paris, compte aujourd'hui près d'un millier de chômeurs, résultat des fermetures et réductions d'effectifs successives depuis plusieurs années dans la zone industrielle. Et le patronat local n'a pas l'intention d'en rester là : chez Unilever, Rhône Poulenc, Otis, ... des licenciements sont programmés pour les jours, les semaines qui viennent. Vu l'ampleur du chômage actuel, vu le nombre des licenciements qui se préparent encore, c'est la survie de Bezons, de la possibilité d'y travailler qui est posée. C'est pour cela, qu'à l'appel des unions locales CGT et CFDT, de nombreux travailleurs de plusieurs usines de la ville ont manifesté pendant plus d'une heure, au coude à coude, dans les rues de Bezons, «ville morte» pour l'occasion.

«Union action, Bezons doit vivre», «Union, action dans les entreprises», «Nous voulons du travail», c'est en scandant ces mots d'ordre offensifs, que les travailleurs d'Unilever

(132 licenciements) du Joint Français (78 licenciements), d'Ascinter Otis (36) de Standart Produit, de Cellophane (Rhône Poulenc Textile), d'Aman ont défilé.



Un défilé qui, a vu souvent travailleurs français et immigrés au coude à coude, affirmant la nécessité de leur unité face au patronat, comme à la Cellophane : «Français et immigrés, un même combat».

Fait très positif également, dans la plupart des entreprises, les travailleurs cédétistes et cégétistes

en effet été collées ces derniers jours par les militants CGT et CFDT de la ville, pour appeler les travailleurs et la population à participer activement à la journée «ville morte» pour «vivre et travailler à Bezons» de jeudi.

défilaient sous une banderole commune inter-syndicale, affirmant, au delà de l'étiquette syndicale, la nécessité de l'unité entre les travailleurs afin de se présenter en force devant le

mauvais coup du patronat. Autre fait positif : dans la manifestation, on pouvait remarquer aux côtés des travailleurs en instance de licenciement d'autres travailleurs menacés à plus long terme de licenciement : «Il ne faut pas attendre, faisaient remarquer plus d'un. Ce n'est pas lorsque l'on aura reçu nos lettres de licenciement qu'il faut

se battre. C'est maintenant. C'est une façon de lutter de manière offensive contre le chômage».

«Cette manifestation est positive» indiquait un travailleur interrogé «mais il faudra renouveler sous une forme ou sous une autre. Si on ne poursuit pas dans cette voie, l'unité entre travailleurs de plusieurs boîtes, on n'ira pas loin. Ensemble, on peut avec plus de chances de succès imposer des reculs, sur la zone industrielle. On n'est pas encore très nombreux aujourd'hui, mais c'est un bon début».

Un bon début, en effet : cette manifestation de travailleurs de différentes usines, au coude à coude, a eu le mérite d'avoir lieu : elle a sans conteste donné confiance aux travailleurs présents, commencé à briser sans conteste donné confiance aux travailleurs présents, commencé à briser l'isolement dans lequel chacun se trouvait dans son usine.

Richard FEUILLET

## Mobilisons-nous avec les résidents des foyers Sonacotra

La Sonacotra, aidée par le gouvernement, s'est engagée dans une épreuve de force à l'encontre des résidents. La répression s'intensifie suivant un processus inquiétant qui n'est pas sans rappeler de sombres époques d'intense activités racistes policières.

Le 18 octobre, à 6 h du matin, des flics investissent le foyer de Woippy, près de Metz, expulsent neuf délégués, ferment leurs chambres et embarquent leurs affaires. Une manifestation de protestation organisée le soir même est sauvagement agressive par une nuée de flics déchaînés. Vingt personnes seront blessées dont huit devront être hospitalisées.

Le 24 octobre à 13 h, le foyer de Florange était encerclé par une centaine de flics et, comme à Woippy, les chambres de 29 résidents étaient fermées après que leurs affaires soient récupérées par la police.

Dans ces deux cas, le processus est le même : d'abord un jugement d'un tribunal ordonnant l'expulsion et très peu de temps après, les flics interviennent brutalement. Le processus ainsi engagé est extrêmement grave. Il laisse prévoir une sauvage répression à large échelle contre les travailleurs immigrés des foyers. Le temps presse pour organiser la mobilisation contre ces attaques ; d'autant que le tribunal de Colmar vient de rendre un arrêt ordonnant l'expulsion de douze résidents des cinq foyers de Strasbourg.

Devant cette situation, le comité de coordination appelle les travailleurs à se mobiliser aux côtés des résidents en lutte, à se tenir prêts pour s'opposer à la politique de force de la Sonacotra. Dans l'immédiat, les comités de résidents des 19 foyers en grève en Lorraine et le comité de coordination appellent à une manifestation de riposte le samedi 28 octobre à 15 h à l'Esplanade de Metz.

**CONTRE LES EXPULSIONS  
ET LES BRUTALITÉS POLICIERES  
manifestation samedi 28 octobre à 15 h  
Esplanade de Metz**

## ● L'usine Peltex à St Dié ferme ses portes

La direction de l'entreprise Peltex (fabrication de fourrures synthétiques) à St Dié, dans les Vosges vient d'annoncer son intention de fermer les locaux, lors du comité d'entreprise tenu en début de semaine. Cette décision, (170 ouvriers et ouvrières licenciés en conséquence) interviendrait vers la mi novembre. Que les travailleurs l'acceptent est peut être une autre histoire : trouver du travail ailleurs ? On compte, dans la région de St Dié une offre d'emploi pour 11 demandes...

## ● Louviers : la dernière entreprise textile en arrêt de mort

Il n'y avait plus qu'une usine textile à Louviers (Eure) : Ugeco (uniformes pour l'armée) qui comptait 140 travailleurs. Biderman vient de la racheter et une fois n'est pas coutume, il entend après ce rachat, la fermer d'ici le 15 novembre.

Dernière entreprise textile à être touchée, la société Le Blan à Lille (coton peigné, fibres artificielles et synthétiques) : l'inspection du travail vient d'autoriser la direction à licencier 188 travailleurs.

## ● Baisse des cadences aux Blanchisseries de Grenelle

Depuis huit jours, les 1 000 travailleurs de la blanchisserie de Grenelle à Issy les Moulineaux (Hauts de Seine) coulent les cadences de travail, pour obtenir une augmentation de leur salaire, et une amélioration des conditions de travail. La direction, pour toute réponse vient de les lock out ! La lutte continue.

● Les enseignants de l'école Berlitz, à la suite d'une grève de 24 heures, ont obtenu la réintégration des 20 délégués que la direction avait licenciés pour fait de grève.

● La direction des Forges de Geugnon (Saône et Loire) vient d'annoncer deux jours de chômage en novembre ainsi qu'une réduction graduelle d'effectifs. Les 2 800 travailleurs des forges, en signe d'avertissement, ont fait grève de 24 heures et manifesté devant les grilles de l'usine.

● Les 220 salariés de l'entreprise Zénith Aviation à Roche la Molière (Loire) effectuent des débrayages quotidiens de deux heures depuis le lundi 16 octobre, avec le soutien de leur syndicat CGT.

Les travailleurs exigent une augmentation de leurs salaires.

● Il y a quinze jours, le Conseil d'Etat, par le biais d'une fuite bien préparée, faisait savoir que depuis le 26 septembre dernier, il avait rendu un avis favorable à la parution du décret d'utilité publique. En clair, cela signifiait qu'il n'y avait plus aucun obstacle aujourd'hui à la parution officielle de ce décret par le gouvernement. Décret qui autorisera EDF à commencer les travaux, et en premier lieu à procéder à l'expropriation des 306 hectares de terrain prévus aujourd'hui, mais sûrement bien inférieurs à la réalité. Cette nouvelle, si elle n'a pas pris au dépourvu les populations concernées, a néanmoins fait l'effet d'une bombe au Pellerin et à Cheix-en-Retz. Et c'est une bombe, parce que, suite à la lutte menée sur place depuis deux années, beaucoup s'imaginaient avoir suffisamment fait comprendre qu'ils ne voulaient pas de la centrale : 30 000 signatures à Nantes contre la centrale, six semaines de lutte incessante au Pellerin, à Coueron, à Cheix-en-Retz, contre l'enquête d'utilité publique qui aboutissait entre autres à plusieurs destructions de registres d'enquête à l'opposition des municipalités au projet, au grand rassemblement de 15 000 personnes au Pellerin en 1977... C'est à se demander ce qu'a bien pu vouloir dire Giscard lorsqu'il déclarait : « Les populations qui ne veulent pas du nucléaire, n'auront aucune centrale ».

Au cours de ces deux années, une chose est devenue claire pour les habitants du Pellerin et de Cheix : les enquêtes d'utilité publique c'est du bidon, et pétitions ou autres référendums n'ont que peu d'importance face à la détermination de la bour-

geoisie d'appliquer son programme électro-nucléaire.

### Démission des conseils municipaux

Aussitôt, la nouvelle connue,

## Centrale nucléaire du Pellerin

# DEUX MAIRIES DEMISSIONNENT

# SAMEDI, GRANDE MARCHÉ CONTRE LA CENTRALE

### Le site du Pellerin : le plus mauvais site du monde !

Le projet du Pellerin, c'est une centrale PWR de quatre tranches de 1 300 mégawatts chacune. C'est un des plus gros projets d'EDF.

Dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale, il y a près de 500 000 habitants. Alors que pour la centrale américaine de l'Indian Point, le plus mauvais site américain, il n'y a que 350 000 habitants dans ce même rayon (à Fessenheim, 170 000 habitants). Comment, dans ces conditions, le plan CRSEC-RAD peut-il être appliqué sérieusement, s'il existe.

De plus, Le Pellerin est situé sur une zone sismique active du Massif Armoricaïn. En 1956, un séisme d'intensité 7 avait son épicer centre à une dizaine de kilomètres du Pellerin.

Le Pellerin est également situé sur l'estuaire de la Loire, zone d'intense activité biologique. Pire encore, les eaux de l'estuaire, par le phénomène successif des marées, peuvent rester plusieurs semaines au niveau du Pellerin, avant d'être rejetées à la mer.

La ville de Nantes est située sous les vents dominants, c'est-à-dire qu'en cas d'accident, les gaz radio-actifs ont toutes les chances d'être dirigés aussitôt sur Nantes.

les conseils municipaux du Pellerin et de Cheix se réunissaient en séance extraordinaire avec appel à la population. Au Pellerin, ville de 3 000 habitants, le conseil municipal se réunissait devant 300 personnes avec la mise en place d'un système vidéo à l'extérieur. A l'issue de la séance, les deux conseils municipaux annonçaient leur démission, prétextant qu'ils avaient été élus pour gérer les biens de la commune et non pas pour « gérer un immense chantier de béton ». En même temps, le Pellerin annonçait son jumelage avec la ville de Plogoff en Bretagne, dernier site retenu par EDF pour la construction d'une centrale.

### Campagne d'intoxication tous azimuts

Depuis un mois, c'est à une véritable campagne d'intoxication à laquelle on assiste, tant dans les discours officiels que dans la presse régionale. Comme toujours en pareil cas, c'est le chantage à l'emploi et le chantage à la pénurie d'énergie qui sont utilisés. Robert Boullin, ministre du chômage, lors de sa visite à Nantes, le 12 octobre, tenait sa solution pour faire redémarrer l'industrie du bâtiment dans la région : construire la centrale du Pellerin.

C'est la presse locale également qui donne très largement depuis quelques temps la parole à EDF pour expliquer que si la centrale du Pellerin n'est pas construite, c'est l'industrialisation de tout l'Ouest, rien que ça, qui est compromise. Il est vrai qu'en matière de chantage, EDF s'y connaît. Déjà en novembre 1976, plusieurs coupures de courant avait eu lieu en Bretagne, EDF expliquant que cela irait en s'aggravant si une centrale nucléaire n'était pas construite. C'est en fait le même chantage qui est pratiqué quand l'usine Pechiney

Ugine Kuhmann de Paimboeuf (à 20 km du site du Pellerin) annonce sa prochaine fermeture, et qu'à la place s'installera l'usine SIRCO-Tube, entreprise qui fabriquera des tuyauteries pour... des centrales nucléaires.

### Des exigences posées au mouvement anti-nucléaire

Ce chantage auquel se livre la bourgeoisie aujourd'hui, dans le but évident d'isoler le mouvement « anti-nucléaire », montre bien un certain nombre de tâches très précises à ce mouvement : arriver rapidement à gagner à la lutte contre la centrale la population de Nantes, et donc nécessairement la classe ouvrière. Au moment où les luttes des travailleurs prennent une nouvelle ampleur, il est nécessaire que la lutte contre la centrale n'en reste pas isolée mais y trouve sa place.

### Quand la gauche en redemande...

Alors que pour tout le monde ici le rôle du Conseil d'Etat apparaît clairement comme celui d'une simple chambre d'enregistrement des volontés de la bourgeoisie et du patronat, les maires socialistes autour du site, en sont à réclamer l'intégralité du rapport du conseil d'Etat. Tout au long de leur lutte déjà, les habitants du Pellerin et de Cheix, ont eu à s'affronter à la gauche, PS et PCF, tantôt à ses calomnies, tantôt à ses fausses propositions comme en témoignent les grandes étapes de cette lutte. Dans le même temps, au Pellerin et à Cheix, des contacts très importants ont eu lieu avec des organisations comme la CSCV. La participation active d'organisations comme la FDSEA et les Paysans-Travailleurs de Loire Atlantique (ils appellent également à la marche de samedi) à la lutte contre la centrale est aussi un acquis important de ces deux dernières années.

Ces différentes forces ralliées aujourd'hui à la lutte contre la centrale autour des comités de défense de l'environnement de la Basse Loire seront un atout important au moment où il apparaît que seul un mouvement d'ampleur pourra empêcher la construction de la centrale.

De notre correspondant à Nantes

### Quelques étapes importantes dans la lutte

● Mars 76 : création du comité de défense de l'environnement du Pellerin, qui impulsera dès lors, sans discontinuer la lutte contre la centrale.

● Mars 77 : aux élections municipales, présentation d'une liste contre la centrale, (« Liste verte »), en plus de la liste sortante et celle de l'Union de la gauche. Le PS qui voulait faire liste commune, exigeait, rien que ça, le soutien au Programme commun. La liste obtiendra 23,5 % des voix. Tout en se retirant au deuxième tour, elle ne se désistait.

● Fête du 8 mai 77 au Pellerin : au moins 15 000 personnes y participent. Plusieurs forums seront organisés, l'un posant la question du type de société, sera particulièrement animé et suivi. Des travailleurs de la Hague sont présents.

● Mai-Juin 78 : six semaines de lutte contre l'enquête d'utilité publique. Alors qu'au Pellerin et à Cheix les maires interdisent que l'enquête soit déposée en mairie, les maires socialistes concernés et le PCF demanderont simplement une extension de l'enquête. A Coueron, en face du Pellerin, le registre sera détruit, cinq agriculteurs seront condamnés à huit mois de prison ferme et six mois avec sursis. En appel à Rennes et après plusieurs manifestations massives, leurs peines sont ramenées au sursis simple.

● 7 juillet 78 : les habitants de Cheix barricadaient leur village avec du matériel agricole pour empêcher la mairie annexe (étalage de location, seule riposte du préfet au refus des maires de recevoir l'enquête) de pénétrer. Des heurts se produiront toute la journée face à plusieurs centaines de CRS.

● Mars 78 : aux élections, une candidature « Ecologie 78 » est présentée. Elle recueillera près de 20 % des voix au Pellerin. Aucun désistement n'aura lieu.

● Au cours des vacances, les comités du Pellerin et de Cheix, feront de l'information permanente sur la zone « verte », ancien projet de zone de loisir, aujourd'hui incluse dans les terrains pour la centrale.

Quant au PCF, les quelques fois qu'il s'est manifesté dans la lutte, c'était pour se plaindre que la centrale était de filière américaine, ou mieux encore pour traiter les comités de « gens d'un racisme moral dégradant, véritable pollution des esprits » !



A Coueron, ce printemps après la destruction du registre, 5 paysans seront condamnés à 8 mois de prison ferme et 6 mois avec sursis...



En appel à Rennes, après plusieurs manifestations massives, leurs peines seront ramenées au sursis simple.



## INTERNATIONAL

## PROGRAMME TELE

Samedi 28 octobre

## TF 1

13 h 45 - Toujours le samedi.  
18 h 05 - Trente millions d'amis.  
18 h 40 - Magazine auto-moto.  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre.  
19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 35 - Gymnastique. *Championnats du monde individuel féminin*.  
21 h 45 - Voyage dans l'inconnu. *Série américaine*.  
22 h 35 - Télé-foot.  
23 h 35 - Journal et fin.

## A 2

13 h 35 - Des animaux et des hommes : les rapaces.  
14 h 30 - Les jeux du stade. *Gymnastique, football*.  
17 h 10 - Salle des fêtes. *Emission culturelle : théâtre, cinéma, musique, variétés, télévision, exposition*.  
18 h 00 - Course autour du monde.  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres.  
19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - Top club.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 35 - Le temps d'une République : le chien de Munich. *En 1934, chronique villageoise en Dordogne sur fond de menaces de guerre*.  
22 h 10 - Alain Decaux raconte : les révoltés du Bounty.  
22 h 55 - Figaro-ci, Figaro-là.  
23 h 20 - Journal et fin.

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 40 - Télévision régionale.  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
20 h 30 - La Polonaise.  
22 h 00 - Soir 3.  
22 h 20 - Thalassa.  
22 h 50 - Championnats du monde d'échecs.  
23 h 20 - Fin.

Dimanche 29 octobre

## TF 1

14 h 15 - Les rendez-vous du dimanche.  
15 h 35 - Au plaisir de Dieu. *Film TV en six épisodes*.  
17 h 05 - Sports première.  
19 h 00 - Opérette des années 30.  
19 h 25 - Les animaux du monde.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 30 - Les baroudeurs. *Film anglo-américain avec Tony Curtis, Charles Bronson, Michèle Mercier. Film d'aventures*.  
22 h 10 - Concert Schubert : symphonie n° 9.  
23 h 05 - Gymnastique.  
23 h 35 - Journal et fin.

## A 2

14 h 30 - L'âge de cristal.  
15 h 20 - En savoir plus.  
16 h 20 - Le petit théâtre du dimanche.  
16 h 55 - Monsieur cinéma.  
17 h 35 - Chocolat du dimanche.  
18 h 05 - Et que ça roule !  
19 h 00 - Stade 2.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 30 - Kojak. *Série américaine*.  
22 h 25 - Jazz : Carrie Smith.  
23 h 00 - Journal et fin.

## FR 3

16 h 30 - Espace musical : «Préludes» de Debussy.  
17 h 30 - Le voyageur du silence.  
18 h 00 - L'invité de FR 3 : l'homme.  
19 h 45 - Spécial DOM-TOM.  
20 h 00 - Histoires de France : Bordeaux 1870, ou l'esprit de revanche.  
20 h 30 - Les dossiers noirs : Menahem Begin. *Emission tournée en 1974*.  
21 h 30 - Soir 3.  
21 h 40 - Encyclopédie filmée : histoire du cinéma français. Max Linder.  
22 h 10 - Ciné-regards : «La femme gauchère» de Peter Handke.  
22 h 40 - Cinéma de minuit, le fantastique américain : Zoo in Budapest. *Film d'atmosphère de Rowland V. Lee (1933)*.  
00 h 00 - Fin.

Lundi 30 octobre

## TF 1

18 h 00 - A la bonne heure.  
18 h 25 - Un, rue Sésame.  
18 h 55 - Les Mohicans de Paris.  
19 h 15 - Une minute pour les femmes.  
19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 35 - Les grandes manœuvres. *Comédie de mœurs de René Clair*.  
22 h 25 - Portrait d'un cinéaste : René Clair ou le plaisir d'inventer.  
23 h 25 - Journal et fin.

## A 2

18 h 35 - C'est là vie.  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres.  
19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - Top club.  
20 h 00 - Journal.  
23 h 30 - Journal et fin.

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 40 - Télévision régionale.  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
20 h 30 - Le casse. *Avec Jean-Paul Belmondo, Omar Sharif*.  
22 h 30 - Soir 3 et fin.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

Téléphonez au Quotidien  
636 73 76

## Liban : le gouvernement tente de réaffirmer son autorité

● En accord avec les recommandations faites par les pays arabes représentés à la conférence de Beit El Dine, visant à faire cesser les affrontements entre les milices fascistes et les soldats syriens de la FAD, le gouvernement libanais vient d'annoncer une série de mesures qui visent à rétablir l'unité nationale par la reconstruction d'une armée libanaise et l'application de sanctions contre ceux qui collaborent avec Israël.

Le président Sarkis a donné deux semaines à la FAD pour faire appliquer les résolutions suivantes :

— Des instructions seront données à la FAD, à l'armée libanaise et aux forces de sécurité intérieure (gendarmes libanais), pour procéder immédiatement au démantèlement (barricades et barrages) à la saisie de toute arme détenue sans permis, précédant le «ramassage définitif» de toute les armes

sur l'ensemble du territoire libanais.

— Le commandement de la FAD doit soumettre au gouvernement un calendrier pour la mise en application des résolutions de Ryad et du Caire (octobre 76). Les Palestiniens armés devront quitter les positions qu'ils occupent illégalement ; les forces régulières palestiniennes entrées au Liban à la faveur des événements devront le quitter. Pour ce

qui est de l'information, la censure sera plus stricte ; les publications illégales seront saisies et les radios privées fermées.

— Le commandement de l'armée libanaise devra élaborer un calendrier pour la reconstitution des forces libanaises par toutes les bases «nationales et équilibrées» et prendre les mesures qui s'imposent contre tous les militaires traitant avec «l'ennemi israélien».

L'ensemble de ces mesures vise principalement les milices fascistes qui font accroître le risque de partition du Liban et menacent le pays par leur alliance avec l'Etat sioniste mais elles sont dirigées également contre la Résis-

tance Palestinienne dont il est question nommément dans le texte qui se propose également de la désarmer et au minimum de contrôler plus étroitement ses activités. Néanmoins, les décisions ont été suivies d'effet dans les secteurs de la capitale contrôlée par la Résistance et les progressistes libanais où les combattants se sont retirés, réduisant leur présence à la garde des bureaux de l'OLP et aux camps situés dans la banlieue. Il n'en est pas de même des milices fascistes qui continuent de recevoir des renforts en armes venant d'Israël à Jounieh et qui poursuivent leurs tirs pour provoquer la FAD.

Frank ROUSSEL

## Namibie : la SWAPO rejette le compromis proposé par les occidentaux

Alors que le gouvernement raciste de Pretoria qui occupe illégalement la Namibie, (Sud-Ouest Africain) avait décidé d'organiser lui-même unilatéralement des élections dans ce pays en décembre, des représentants des pays occidentaux avaient tenté une démarche pour élaborer un compromis entre la position de l'Afrique du Sud et celle de l'ONU qui entend organiser des élections garantissant un véritable accès à l'indépendance. Il s'agissait pour les Occidentaux d'éviter à l'Afrique du Sud une condamnation et le vote de sanctions économiques. De ces négociations, il sortait un «compromis» en

fait favorable aux racistes puisqu'il prévoyait d'abord les élections prévues par les racistes en décembre, puis à une date ultérieure, le scrutin organisé par les Nations-Unies. Il s'agissait donc de faire cautionner par l'ONU le plan sud-africain.

Le «compromis» occidental avait été dénoncé par le groupe africain de l'ONU qui a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour décider de sanctions contre l'Afrique du Sud. De son côté, la SWAPO, organisation de lutte du peuple de Namibie, qui mène la lutte de libération a également rejeté ce pré-

tendu compromis. Les tentatives de conciliation des Occidentaux, qui voulaient éviter de nouveaux coups au régime raciste et un regain de tension en Afrique Australe, semblent bien avoir échouées. On peut s'attendre à une épreuve de force entre l'Afrique du Sud et le Tiers Monde par l'intermédiaire de l'ONU, et, à terme, à une conflagration militaire. La situation devient donc explosive en Namibie, alors qu'au Zimbabwe, la guerre de libération fait rage et que les dernières manœuvres impérialistes ont fait long feu, puisque le mouvement de libération refuse le nouveau plan anglo-américain.

Cette situation correspond à un développement de la lutte armée contre les régimes racistes. Mais elle ouvre également la voie à une intervention du social-impérialisme. Celui-ci dispose de milliers de mercenaires cubains en Angola. En Namibie, où la libération du territoire est bien moins avancée qu'au Zimbabwe, ils risquent d'avoir l'occasion de spolier le peuple namibien de sa libération. Dans la situation actuelle, la vigilance de l'Afrique doit donc s'exercer autant à l'égard du social-impérialisme que des impérialismes occidentaux.

J.P. C.

## L'Italie a du mal à avaler le serpent monétaire

Giscard terminait son voyage en Italie jeudi après midi, les entretiens qu'il a eu avec le président du conseil et le président de la république italienne ont porté comme prévu sur les questions européennes, le projet franco-allemand de création d'un système monétaire européen qui pose notamment des problèmes à l'Italie. En effet, cette réforme du système monétaire européen pose des exigences que les Italiens craignent de ne pouvoir remplir en raison de la faiblesse de leur monnaie due au fort taux d'inflation : 14 %. L'hebdomadaire italien *l'Espresso* décrit ainsi les insidences qu'aurait l'adhésion de l'Italie à un tel projet : «La lire italienne ne pourrait pas résister plus de huit jours, dans le nouveau serpent européen. Si l'Italie y entrait le 1<sup>er</sup> janvier 79, le 10 du même mois, elle serait obligée d'en sortir ou d'être considérablement dévaluée».

Les Italiens voudraient obtenir des marges de va-

riation plus élevées pour leur monnaie, ainsi qu'une intervention systématique des banques européennes pour soutenir leur monnaie c'est-à-dire la prise en charge par la Communauté Européenne de certains investissements en Italie.

Autre point de divergence dont il a été question au cours des conversations franco-italiennes, celui du comité des trois «sages» proposé par Giscard pour garantir le poids des trois pays les plus puissants à la tête de la CEE et maintenir ainsi les options choisies avec une Europe élargie à 12 membres. L'Italie préférerait un comité des quatre composé des présidents des quatre institutions communautaires (Conseil, Commission, Parlement et Cour de Justice) où elle serait assurée d'être représentée. Giscard n'a pas cédé sur ce point et a tenu également à évoquer la «solidarité» franco-italienne dans la défense de la démocratie face aux menaces du terrorisme», rappelant

par là que s'il est un domaine où la coopération européenne reste la plus avancée, c'est bien celui

de la coordination des forces répressives.

F. R.

## ● Teng Siao-ping : Taïwan est un obstacle à des relations diplomatiques avec les USA

Dans la conférence de presse qu'il a donnée mercredi à Tokyo, le vice premier ministre chinois Teng Siao-ping a notamment dénoncé l'hégémonie «qui fait courir une grave menace à la paix mondiale et à la sécurité internationale». Répondant à une question concernant la normalisation des relations avec les USA, il a répondu ainsi : «Nous en discutons. Je crois que cela suivra le cours des choses... L'obstacle étant Taïwan.»

Puis le vice premier ministre a rappelé les trois conditions nécessaires à l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et les USA : la rupture des liens diplomatiques avec Taïwan, l'abrogation du traité de défense mutuel et le retrait des troupes américaines de Taïwan en ajoutant : «Nous attendons que le gouvernement américain prenne en considération ces trois conditions». A propos de la Corée, Teng Siao-ping a rappelé que la Chine soutient fermement la position de la Corée du Nord.

Le quotidien  
du Peuple

## A LIVRES OUVERTS

### «L'Etat EDF» L'analyse reste à faire

#### Quelques livres

#### IL Y A TOUJOURS DES HOSPICES DE VIEUX

Michèle Troude  
et Bertrand Ennuyer  
Ed. Stock (Lutter) - 30 F

«Aujourd'hui, le vieillissement en hospice est d'abord et essentiellement un phénomène de classe». Cette phrase du début du livre est prouvée par l'origine sociale de ceux qui témoignent : ce sont d'anciens ouvriers, des ouvriers agricoles, des employés de maisons... et, de plus en plus souvent des gens expulsés de leur logement. C'est le cas notamment de l'hospice de Nanterre qui «accueille» de nombreux expulsés des quartiers de la Défense à Paris.

On pénètre petit à petit dans ces hospices qui sont, pour les auteurs, le fait d'une exclusion et même d'une expulsion sociale et où tout est conçu pour dépersonnaliser, uniformiser et isoler les personnes âgées. De sorte que, le choc est si grave que 45 % des vieillards meurent dans les 6 premiers mois de leur admission. Tout ce qui est raconté dans ce livre est révoltant : il faut le lire.

#### LES MUSELES (roman réunionnais)

A. Chenet  
L'Harmattan  
158 pages

A Saint Gilles-les-Bains, station de mer de l'île de la Réunion, les bourgeois ont des résidences secondaires, mais leur fortune insulte ceux qui vivent côté colline. Car de ce côté, c'est la misère, le chômage, l'immigration ou bien la domesticité chez les Français qui vous traitent comme des chiens.

Devant tant d'injustice et contre les tripatouillages de ceux qui sont toujours élus, les jeunes décident de se révolter.

Domage que l'auteur enferme cette révolte entre départementalistes et autonomistes.

#### LES COMLOTS LIBANAIS

Weiss et Albert Bourgi  
Ed. Berger - Levraut - 46 F

Il n'est pas si facile que ça de comprendre la situation au Liban, surtout si on prend en considération l'environnement arabe de la question libanaise. Les auteurs de ce livre cherchent quand même à donner une approche globale, en montrant comment la question libanaise est étroitement liée à la question palestinienne, et plus globalement, à la question arabe. La première partie est consacrée au Liban interne, la nature de son régime, et toutes les composantes de la société. La deuxième partie est plus ouverte sur les derniers développements de la situation du Proche Orient, avec une explication de l'attitude de la Syrie.

Sur la question palestinienne, les auteurs montrent bien le poids de la Résistance au Liban, les succès remportés par l'OLP et les tentatives de la mettre en échec pour «régler» le problème du Proche Orient sur son dos. Mais il y a une exagération du rôle des révisionnistes libanais et de leur soutien à la Résistance.

Le courant écologiste a, depuis de nombreuses années, fait de l'EDF son ennemi privilégié. Léviathan né des nationalisations de la Libération, concentration de polytechniciens et de grand commis de l'Etat, l'entreprise nationale est vite apparue comme un «Etat dans l'Etat», capable par sa puissance financière, sa compétence technique et sa capacité à créer un consensus parmi ses propres employés, d'influer sur les choix publics, voire de les provoquer.

Le livre de Frédérique De Gravelaine et Sylvie O'Dy part de ce point de vue, illustré de façon éloquent par le titre choisi. L'enquête, menée dans un style très «journalistique» ne manque pas d'intérêt. On apprend une foule de choses sur une entreprise qui se veut transparente, mais qui reste très secrète et n'hésite pas à violer la légalité avec un mépris complet des populations.

On y apprend en particulier la genèse de la politique commerciale d'EDF, symbolisée dans le slogan «Tout électrique, tout nucléaire»; la subtilité de la théorie du «coût marginal» qui a poussé nombre d'entreprises à passer en feux continus, pour bénéficier des tarifs préférentiels; l'existence d'un îlot expérimental d'appartements, près du Canal St Martin, où les locataires ne payent pas de factures d'électricité, et sont ainsi poussés à consommer toujours plus; et



La population de la région de Naussac menacée par les plans d'aménagement d'EDF

l'imagination prodiguée par les «relations publiques» de la société pour tourner la législation interdisant les publicités poussant à la consommation d'énergie...

On reste cependant sur sa faim : le parti-pris EDF = Etat empêche une véritable réflexion sur les choix énergétiques successifs adoptés par la bourgeoisie et le style à l'emporte pièce permet aux auteurs de changer de sujet dès qu'il

demande quelque analyse fouillée. Il est vrai que la bibliographie renvoie à quelques gurus comme Yves Lenoir ou André Gorz.

Les anti-nucléaires farouches, ceux qui craignent «l'électro-fascisme» trouveront dans «L'Etat EDF» une confirmation à bon compte de leurs craintes. Les opposants au programme nucléaire, les travailleurs d'EDF y trouveront une masse importante

d'informations. Mais pas l'étude politique d'un prototype de capitalisme d'Etat que certains cadres du PCF citent encore en modèle.

E. B.

**L'Etat EDF**  
De Frédérique de Gravelaine  
et Sylvie O'Dy  
Editions Alain Moreau  
Prix : 49,50 F

### «Scène de chasse (furtive)»

«Déguisée de ses rondeurs civiles ou policières, sa personne causait autour d'elle une réputation flagrante. Pourtant l'ordre, c'était lui (...).»

Voici, décrit ce Don German Enriquez, chef de police d'un pays minier du nord de la Castille. Ses crimes ont pu servir le fascisme à une certaine époque, mais par la suite ils devenaient gênants pour un pouvoir qui se voulait plus discret dans sa répression. C'est pourquoi son assassinat soulagera nombre de notables.

L'auteur nous fait revenir quelques années auparavant et nous décrit quelques personnes qui entouraient cet homme immonde.

Sa femme depuis toujours s'attache «aux valeurs éternelles», «se range sans hésiter du côté du nouvel ordre, l'ordre éternel» et qui jouira de sa fortune accumulée.

Sa maîtresse très vite en quête d'un nouvel amant.

Portal, médecin soumis et lâche, qui sauvera quand même Teresa. Tous ces personnages baignent dans l'arrivisme, la noire notabilité, la religion «qui reste toujours une forme parfaitement musclée du pouvoir».

Pour ceux-ci «un nouvel ennemi social vient de se dessiner à l'horizon : le dirigeant syndical clandestin (...). Don German En-

riquez torturera un jeune syndicaliste et sa femme Teresa, enceinte, sauvée de justesse. Elle élèvera son fils, pendant 19 ans dans le seul but de sa vengeance personnelle, tuer son tortionnaire. Plus de luttes collectives, plus de réunions, plus d'espoir dans les ouvrières des Filatures.

L'auteur, Augustin Gomez-Arcos, montre de très loin cette ouvrière, comme enfant découvrant «les vieux mots de la rhétorique révolutionnaire (qui naissent) croyant «à ses paroles car elles reproduisaient point par point les dogmes des textes sacrés». Rien d'autre que ces quelques mots méprisants de l'organisation ouvrière nous en donnant une image fautive, sans vraiment d'espoir.

Ce livre qui est une dénonciation du fascisme en Espagne, reste cependant une description malsaine, complaisante d'un chef de police répugnant et ne suffit pas à le dénoncer.

Il est médiocre et long. Peu de choses à voir avec les précédents romans de cet auteur intitulés *Ana-Non* et *Maria Republica*.

Christine ANNA

**Scène de chasse (furtive)**  
D'Augustin Gomez Arcos  
Editions Romans Stock

### «Rue des boutiques obscures» ou le mal de vivre

Lorsque Patrick Modiano est passé à «Apostrophes» avec B. Pivot, on ne pouvait s'empêcher d'éprouver de la sympathie pour cet écrivain, dont la timidité et la modestie quasi maladive tranchaient avec la morgue et la suffisance de François Mitterrand, l'invité vedette.

Et, lorsqu'on sait qu'à la suite de telles émissions, environ 30 % des téléspectateurs achètent les livres concernés et que «Apostrophes» est suivi par 1,5 million à 4 millions de Français (pour une émission normale, qu'en était-il ce soir là avec une telle «vedette» ?), il n'est pas négligeable de se faire «remarquer».

Or, le livre de Patrick Modiano, «Rue des boutiques obscures» ressemble à son auteur : il est énigmatique.

La quête de cet homme amnésique, qui tente de reconstituer son passé, et qui palpite chaque fois qu'il croit reconnaître tel parfum, tel coin de rue ou tel personnage de photo, est réellement tragique.

D'autant plus tragique que finalement, il ne se retrouve-

ra jamais, comme s'il n'avait jamais existé, ou, que, de sa vie, il ne restait rien.

Et c'est, semble-t-il, à l'image de ce que ressent une partie de la petite bourgeoisie d'aujourd'hui, le symbole de l'échec d'une vie.

Ne faut-il pas voir dans ce manque de points de repère, cette absence d'une quelconque motivation, en un mot, ce vide idéologique, une des manifestations de la crise que traverse actuellement la bourgeoisie. Comme le conclut Bertrand Poirot Delpech, dans son «feuilleton» du *Monde* : «A quoi bon se souvenir, si on ne vit pas !».

Et c'est certainement parce que «Rue des boutiques obscures» est l'expression de ce vide, que les critiques l'ont accueilli si favorablement et le placent comme favori pour le Goncourt.

Hélène NOHAN

**Rue des boutiques obscures**  
de Patrick Modiano  
Editions Gallimard  
213 pages. Prix : 38,00 F

# 1 MORT, 6 OUVRIERS INTOXIQUES DANS LES EGOUTS DE CLICHY

Vers 14 heures, jeudi, une équipe de 8 égoutiers, d'une entreprise de curage des égouts, descendait dans l'égout du Pont de Clichy, qui dirige les eaux résiduaires de la capitale vers la station d'épuration d'Achères. Les 8 hommes étaient descendus à 6 mètres sous terre, avec une machine à curer les égouts appelée «chenillard». Depuis trois quarts d'heure, elle effectuait un parcours de reconnaissance. A cent cinquante mètres de la bouche d'entrée, c'était l'accident.

Selon le témoignage de Jacques Broquin, le seul de l'équipe à être sorti indemne, tout a été très vite. Il a vu soudain un des égoutiers tomber sur le chenillard, et s'est précipité vers une bouche de sortie pour appeler du secours : tous ses autres camarades étaient aussi tombés. Quand la police est arrivée, le patron de l'entreprise était déjà mort. Pourtant, aucune odeur de gaz : «Seulement une odeur de pourriture fade et nauséabonde».

D'après les premiers résultats de l'enquête, des

gaz asphyxiants se seraient dégagés à très grande vitesse d'un dépôt d'ordures qui bouchait partiellement l'égout, et qui venait d'être percé. Une canalisation a-t-elle été endommagée, ou bien le tas d'ordures a-t-il libéré une poche de gaz ? Toujours est-il que depuis une semaine, les habitants du quartier s'étaient plaints de l'odeur pestilentielle qui se dégageait du Quai de Clichy. Il semblerait bien que l'égout n'ait pas été curé depuis longtemps.

Le bilan de cet accident est très lourd : un mort, deux ouvriers Michel Ricardon et Augustin de Motta transportés dans un état alarmant dans les hôpitaux de Boulogne et de Clamart, et quatre autres égoutiers, moins gravement atteints, hospitalisés à Beaujon.

Il y a un peu moins d'un an, les égoutiers de Paris avaient fait plus d'un mois de grève pour exiger l'amélioration des conditions de sécurité dans les égouts, et en particulier la création d'un CHS ! Sur toutes leurs revendications, ils s'étaient heurtés à un mur, Chirac n'avait rien cédé.

## Une moyenne de 7 morts par an !

Pour l'année 1976, quelques chiffres qui donnent une idée de l'insécurité permanente dans laquelle travaillent les égoutiers parisiens. Ils sont à peu près 800 à nettoyer les 2 100 km d'égouts :

- 3 décès par cancer ;
- 2 décès par affection du foie
- 1 suicide ;
- 2 décès par infarctus
- 9 900 jours d'arrêts de travail, simplement pour les accidents du travail !

30 000 journées d'absence pour maladie  
Pendant la grève de l'an dernier, un syndicaliste nous donnait son témoignage :

*«L'eau est polluée car remplie de microbes, puisqu'il y a les déversements des hôpitaux... Les maladies sont nombreuses : la tuberculose ; septicémie purpurale, infections purulentes, cancers, hémorragies cérébrales, embolies... Un égoutier qui tombe dans un égout, qui absorbe l'eau polluée, a beau être dirigé vers l'hôpital qui est, disons, spécialisé dans les intoxications, cela n'empêche pas qu'un jour ou l'autre, si ce n'est pas dans l'immédiat, disons dans les années qui suivent, qu'il soit atteint d'une des maladies ou d'une tumeur quelconque, ou d'un cancer de l'estomac... Nous demandons qu'il y ait des prélèvements d'atmosphère, des délégués à la sécurité. L'administration nous a montré des matériels faits pour détecter ce qui se trouve dans l'atmosphère, mais elle nous a répondu qu'on ne pouvait guère les mettre à la disposition des équipes, considérant que c'est un matériel qui coûte très cher».*

## Allemagne : le professeur Christian Sigrist à nouveau poursuivi

Christian Sigrist est professeur d'éthnologie à la Faculté de Munster. Il a quitté le SPD en 1967 pour protester contre l'attitude du SPD par rapport à la guerre du Vietnam. Il a pris position à plusieurs reprises pour la lutte des peuples des colonies portugaises et contre la torture des prisonniers politiques en Allemagne. Il y a deux ans, Christian Sigrist, avait distribué un tract dénonçant la mort de l'ouvrier révolutionnaire Gun-

ther Routhier à la suite de brutalités policières.

Depuis l'Etat allemand n'a cessé de rechercher des prétextes pour poursuivre Sigrist et l'exclure de l'Université : par exemple parce qu'il avait écrit un article dénonçant un enseignant nazi. Ces poursuites n'ont pas cessé, accompagnées d'une surveillance policière constante. Christian Sigrist a déjà eu de lourdes amendes à payer sous des prétextes du genre «insulte à l'Etat»

habituellement utilisés en RFA.

Or, il y a quelques semaines, Sigrist participait à un débat télévisé sur la question des interdictions professionnelles et de l'affaire Routhier avec le ministre de la Justice de Rhénanie-Wesphalie. Ce débat a été passé intégralement sur la première chaîne, puis peu de temps après sur la deuxième. C'est alors que le ministre de la Justice a attaqué Sigrist pour «incitation du

peuple à la révolte» (Volksvezhtzung). Son procès devait avoir lieu cette semaine. En se servant de la législation d'exception votée «contre le terrorisme», l'Etat allemand continue à s'acharner par tous les moyens contre une personnalité progressiste et anti-impérialiste dont le seul crime est de dénoncer la conception de l'ordre qu'a le gouvernement allemand.

J. P. CHAMPAGNY

## Syrie - Irak : accord conclu

La rivalité entre la Syrie et l'Irak était, depuis de longues années, une des données permanentes de la situation au Moyen Orient. Le voyage du président syrien Assad à Bagdad, qui s'est achevé jeudi soir par un accord important, a permis qu'elle soit au moins temporairement dépassée.

La «charte d'action nationale commune» signée entre les deux gouvernements prévoit notamment un «haut comité politique commun», dont la fonction sera de «superviser toutes les questions bilatérales dans les domaines politique, militaire, économique, culturel et sur le plan de l'information», et de «réa-

liser la complémentarité entre les deux pays en vue d'atteindre les objectifs unionistes».

Il s'agit, dit le texte adopté, de «faire face aux dangers qui se sont aggravés par la conclusion des accords de trahison entre le régime égyptien et l'ennemi sioniste». Préoccupation très importante dans tous les pays arabes, comme le manifeste la préparation de la réunion qui doit les rassembler le 2 novembre dans la capitale irakienne. Il se confirme que la quasi-totalité des gouvernements y participeront. Naturellement, le régime égyptien, qui sera certainement mis en accusation, brillera par son ab-

sence. La solution — au moins provisoire — des difficultés irako-syriennes vient de lever un des obs-

taclé les plus importants qui pouvaient se dresser devant la réussite de cette conférence.

### ● JUSTICE : LA DÉFENSE MENACÉE

Pierre Lenoel, avocat, membre du «Collectif Travailleur et Justice» est poursuivi pour «entrée et sortie irrégulière d'objets d'un établissement pénitentiaire». C'est l'affaire des «avocats boîtes aux lettres» agitée par la presse réactionnaire, et qui tente de faire passer les avocats pour les complices des truands qu'ils défendent.

Pour cette fois, on attend que le *Parisien* et le *Figaro* veuillent bien publier les détails : il s'agit des fameux «quartiers de Haute Sécurité». Et les «objets» en cassation ne sont ni des armes, ni des instruments quelconque d'évasion ou d'activité criminelle : c'est d'articles de journaux qu'il s'agit, concernant les fameux QSH, et l'action menée contre leur régime par certains de leurs détenus. Avocats, magistrats, journalistes démocrates et aussi les membres du CAP se sont retrouvés hier dans une conférence de presse pour dénoncer cette grave atteinte aux droits de la défense.

## ● Paris : meeting pour les droits de l'homme après Helsinki et Belgrade

Jeudi soir, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, se déroulait un meeting sur les thèmes «des droits de l'homme après Helsinki et Belgrade». Devant une assistance nombreuse, différents orateurs se succédaient, parmi lesquels les trois avocats français de Chtcharanski, un représentant d'Amnesty International, deux dissidents soviétiques, Benjamin Fain, et Tatiana Khodorovitch, dénonçaient les violations des droits de l'homme les plus élémentaires, reconnus à la conférence d'Helsinki et dans les conventions internationales (droit à la défense, à la libre circulation et à l'immigration, conditions de détention...) en URSS, dans les pays de l'Est, et plus largement dans les pays d'Europe comme l'Irlande du Nord. Le mathématicien Schwartz, après avoir décrit l'intérêt des formes d'action comme le boycott ou l'intervention active des scientifiques comme au récent congrès des mathématiciens à Helsinki, apportait la conclusion qui fixait le sens du meeting : après l'échec de la Conférence de Belgrade, qui avait montré l'inefficacité de l'action des gouvernements occidentaux dans ce domaine, il fallait dépasser le stade des simples protestations, lancer un large appel à l'opinion publique, et à des formes d'action plus diversifiées et plus offensives.

J.F.

## ● PCUK (Pierre Bénite) 11 délégués devant les tribunaux

Depuis une semaine, les ouvriers de PCUK, l'usine où s'est produite la fuite d'acroléine, sont en grève. Ils refusent la sanction infligée à un contremaître, jugé responsable de cette fuite par la direction. Malgré les tentatives de la direction pour faire forcer le piquet de grève par quelques cadres, les grévistes tiennent bon, et ont reconduit majoritairement la grève au moins jusqu'à lundi.

La direction, pour essayer de casser la grève, faisait comparaître, vendredi matin, 11 délégués devant les tribunaux, pour entrave à la liberté du travail ! A l'appel des syndicats de la chimie, un rassemblement était prévu devant le tribunal. De son côté, l'inspection du travail a déclaré illégale la sanction contre le contremaître, dans la mesure où il est délégué syndical et où le CE n'a pas été prévenu de la sanction.

Il n'est pas impossible que le mouvement s'étende à d'autres unités du groupe : l'usine de Jarrie (Isère) a débrayé 24 heures jeudi, et un appel est lancé à la grève pour lundi, dans les 25 usines du groupe.

### WEHRMARCHT PAS DISPARUE

Les officiers de l'armée allemande, quand ils sont saouls, révèlent la nature de leurs Un contre-amiral a regretté que le chancelier autrichien Kreisky, «ce salaud de socialiste, en plus un juif, ait pu échapper aux chambres à gaz des nazis». On avait déjà vu à Vienne, des élèves officiers de Munich parcourir la rue des Juifs en brailant : «Rassemblement des Juifs pour l'exécution !». Le traitement qui sera réservé à ces messieurs à la suite de l'enquête ouverte par le gouvernement ne sera naturellement pas le même que pour l'avocat Croissant : ce ne sont pas de «dangereux terroristes».

### PARIS : GREVE A LA GARE DE LYON

Vendredi matin à 6 heures, les cheminots de la gare de Lyon à Paris se sont mis en

grève, pour exiger l'annulation de la suppression d'un agent de sécurité. Aucun train «grandes lignes» ne partait de la gare, vendredi matin.

Grève également à la RATP, sur la ligne Galliéni-Pont de Levallois, où pas une rame ne circulait.

### STRASBOURG : «ETUDIANTS, ETRANGERS S'ABSTENIR»

Le 6 et le 8 octobre, plusieurs associations de Strasbourgeois (MRAP, CNL, AFGES...) envoyaient un huissier dans deux agences, pour constater les mentions discriminatoires, particulièrement contre les étrangers. Une plainte a été déposée, d'autant plus que les deux agences en question, Locatype et Publi-hall, ne sont pas les seules sur Strasbourg à pratiquer de la sorte, malgré l'article 416 du code pénal, visant les discriminations.